(N° 74.)

SÉNAT DE BELGIQUE.

RÉUNION DU 7 MAI 1902.

Rapport fait, au nom de la Commission des Naturalisations, sur la demande de naturalisation ordinaire de Louis-Auguste Turck.

(Voir les nos 94 et 97, session de 1901-1902, de la Chambre des Représentants.)

Présents : MM. AUDENT, f. f. de Président ; le baron WHETTALL, DE MEESTER DE BETZENBROECK et le Comte T'KINT DE ROODENBEKE.

MESSIEURS,

Le sieur Louis-Auguste Turck, mécanicien de la Compagnie du Metropolitan-Railway à Pancaldi, faubourg du Péra (Constantinople), sollicite la naturalisation ordinaire.

La situation du sieur Louis-Auguste Turck est intéressante, et nous ne croyons pouvoir mieux faire, pour appuyer devant le Sénat la demande du pétitionnaire, que de reproduire les considérations que nous trouvons dans le rapport présenté à la Chambre des Représentants.

Le pétitionnaire est né à Hyon (Belgique), le 19 août 1868 ; son père, Auguste Turck, également né en Belgique, de parents mariés et établis en Belgique, a satisfait en Belgique aux lois de milice et s'y est marié ; on ignorait où Stanislas Turck, grand-père du pétitionnaire, est né. La famille Turck se croyait belge, l'administration la renseignait comme belge et les fils Turck furent portés sur les listes de la conscription. Lorsqu'appel fut fait à des travailleurs de diverses parties de l'Europe, le père de l'impétrant fut employé par le gouvernement ottoman et partit avec son fils, âgé de six ans. Il est inscrit comme Belge au registre du consulat général de Belgique à Constantinople.

Arrivé à l'âge des obligations de milice, Louis-Auguste Turck, quoique

résidant à Constantinople, demanda à l'administration communale de Hyon de le porter sur la liste du tirage au sort, se considérant comme Belge. Il n'a pas, affirme-t-il, eu connaissance en Orient de la lettre du commissaire d'arrondissement de Mons portant qu'il n'y avait pas lieu d'inscrire Louis-Auguste Turck, pour le motif qu'on n'avait pas la preuve qu'il fût Belge.

Le pétitionnaire se maria à Constantinople, suivant les formes adoptées par les Belges ; de ce mariage sont nés plusieurs enfants qui sont considérés comme enfants légitimes de Belges.

Néanmoins le sieur Turck n'est pas Belge. Son grand-père était né en Westphalie, en l'année 1794, et quoiqu'il eût quitté son pays d'origine sans esprit de retour, et se fût établi en Belgique pour toujours, il a perdu la nationalité allemande (s'il l'a eue), sans acquérir la qualité de Belge. On a pu croire que son fils Auguste était Belge, probablement à l'égal de ses frères, par application de l'article 8 de la Loi fondamentale de 1815, disposition d'après laquelle étaient considérées comme Belges les personnes nées en Belgique de parents y domiciliés. Mais Auguste Turck était plus jeune, n'était né qu'après l'abrogation de la Loi fondamentale par la Constitution belge. Rigoureusement, c'est à tort qu'on l'a considéré comme Belge et que l'on a cru que son fils était Belge.

Celui-ci, pour obtenir la naturalisation ordinaire, doit justifier de cinq années de résidence en Belgique. Il a résidé cinq années en Belgique, mais pas les cinq dernières années qui ont précédé la requête. Or, d'après la jurisprudence de la Commission, c'est la résidence des cinq dernières années qui seule peut être prise en considération.

Dans ces conditions, et la légation de Belgique à Constantinople insistant pour que la situation du sieur Turck, qui a toujours été tenu pour Belge, soit régularisée, la Commission croit pouvoir donner son approbation à la loi spéciale soumise au Sénat portant octroi de la naturalisation avec dispense de la condition de résidence dans les cinq dernières années.

Le sieur Turck ayant de bons antécédents et n'étant pas tenu d'obligations militaires, les autorités consultées avaient conclu à ce que la naturalisation lui fût accordée.

Sa demande a été prise en considération par la Chambre des Représentants le 30 avril 1902, par 67 voix contre 19.

Le Rapporteur,

DE MEESTER DE BETZENBROECK.

Le Président,

JULES AUDENT.